



Adresse de l'Assemblée Générale des syndiqués de la CGT Finances Publiques 92, réunie le 19 novembre 2020, à tous les agents

Notre assemblée, réunie en visioconférence, se tient alors que la pandémie du Covid 19 continue à sévir. Nous réaffirmons : il est de la responsabilité de l'administration de tout mettre en œuvre afin d'assurer la protection de la santé et de la vie des agents. En particulier elle doit procéder à la désinfection immédiate des locaux dès l'apparition de cas de Covid.

Le gouvernement et la direction générale mettent à profit la période de crise sanitaire pour attaquer notre statut. En application de la loi Dussopt dite de « transformation de la Fonction publique », la DG procède à l'embauche de contractuels sur des postes vacants de titulaires. Dans la direction ce sont 13 contractuels de niveau A, B et C qui sont en cours de recrutement.

Nous exigeons l'arrêt du recrutement de contractuels sur des postes de titulaires et l'ouverture massive de places aux concours pour combler les postes vacants.

Départementalisation, affectation arbitraire par les directeurs, affectation des stagiaires avant le mouvement général des titulaires, disparition des CAP locales, le droit à mutation est bafoué .

Nous exigeons le retour à un mouvement unique de mutation dans les règles établies lors de la fusion et le rétablissement des prérogatives des CAP.

Le gouvernement profite également de la situation pour bloquer une année de plus le point d'indice. Nos salaires sont ainsi totalement bloqués depuis 10 ans.

Nous exigeons le relèvement du point d'indice à hauteur des pertes de pouvoir d'achat.

L'administration utilise également le contexte de la crise sanitaire pour reprendre à marche forcée la mise en œuvre de tous ses projets destructeurs : « nouveau réseau de proximité », démétropolisation, fermeture en masse des trésoreries Amendes, SIE et SIP dans les départements (à l'ordre du jour de prochains groupes de travail nationaux)...

La direction entend procéder à toutes les opérations prévues au 1er janvier : fermetures de trésoreries (Clichy, Villeneuve et Bagneux) et fusions de services (SIE de Saint-Cloud et Sèvres) et déménagement (PCE de Boulogne Fessart...), ce qui implique concentration des personnels, travaux et déménagements en tous sens), en pleine crise sanitaire !

Nous exigeons la suspension immédiate de toutes les restructurations, NRP en tête, pendant la crise pandémique et leur abandon complet, le maintien de toutes les missions au sein de la DGFIP et la réintégration des missions transférées au privé (prélèvement à la source, encaissement du numéraire...).

Dans tous les services les agents, en présentiel ou en télétravail, font face à un sous-effectif permanent et à une pression croissante des niveaux hiérarchiques en vue de l'augmentation du rendement.

Nos conditions de travail se dégradent fortement.

Nous exigeons le comblement immédiat de tous les postes vacants par l'embauche de titulaires et l'arrêt des pressions de toutes sortes.

Dans quelques jours la direction va faire connaître le nombre des suppressions d'emplois dans notre département. Combien de nouvelles suppressions qui vont s'ajouter aux 629 déjà intervenues depuis 2009, année de la fusion ?

Combien de stress et d'angoisse encore pour les agents en poste qui doivent faire face avec moins de moyens à l'afflux de travail généré par le contexte de crise économique et sociale ?

Nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et un plan d'urgence massif de recrutement de titulaires pour faire face à la charge de travail qui bien souvent explose.

Notre assemblée appelle tous les agents à établir dans chaque service la réalité de la situation et leurs revendications.

Elle les appelle à s'unir et à définir ensemble toutes les initiatives (pétitions, délégations...) à même d'obtenir satisfaction sur leurs revendications.

Elle les appelle à exiger dès à présent :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
- l'arrêt du recrutement de contractuels et le pourvoi de tous postes vacants par des recrutements de titulaires ;
- la suspension immédiate de toutes les fermetures et fusions de services prévues au 1er janvier et l'abandon du « nouveau réseau de proximité » et de tous les projets destructeurs ;
- l'arrêt des pressions dans les services sur les agents en présentiel comme sur les télétravailleurs.

La section CGT prend dès à présent les contacts pour une pétition unitaire en ce sens et envisager toutes les initiatives nécessaires pour porter les revendications des agents et les faire aboutir.

Défendons le service public, nos emplois, nos salaires et nos droits !

Rejoignez la CGT Finances Publiques 92 !



BULLETIN D'ADHESION
CGT FINANCES PUBLIQUES 92

Nom :Prénom :

Date de naissance : .../.../.....

Catégorie : Grade :

Échelon : Numéro DGFIP :

Service, adresse administrative :

.....

A remettre : À un militant CGT de votre site
ou à renvoyer à : Syndicat CGT Finances Publiques, Centre des Finances Publiques de Montrouge, 18 rue V. Hugo, 92121 Montrouge Cedex

Pour nous joindre :

Mail : cgt.ddfip92@dgfip.finances.gouv.fr Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/92/>